

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2019

8 août 2015

SOMMAIRE

Actrion S.à r.l.	96912	Klinika Milos S.à r.l.	96872
AOF III (Luxembourg Holding) S.à r.l.	96868	KN Business and Management	96873
BP Real Estate S.à r.l.	96866	Kutter-Commandité, S.à r.l.	96871
C2R Consulting s.à r.l.	96875	LaSalle AIFM Europe S.à r.l.	96872
C&M Management S.à r.l.	96867	LASC Management S.à r.l.	96873
CYCLAMEN Spf, S.A.	96875	Lazard Wealth Management Europe S.à r.l.	96866
Doctor PC	96912	L Capital Luxembourg S.A.	96872
EdR Real Estate (Eastern Europe) S.C.A., Si- car	96866	Legend Campus-M Schatzbogen S.à r.l.	96873
Evergreen Packaging (Luxembourg) S.à r.l.	96876	L'Immobilière Financière Nautique S.à r.l.	96873
FactSet Europe S.à r.l.	96866	Masai S.A.	96870
Financière Daunou 1 S.A.	96867	MCS Associates S.à r.l.	96870
Fläkt Woods ACS S.à r.l.	96867	Mea Aqua	96870
Fläkt Woods (Luxembourg) Sàrl	96867	Miele s.à r.l.	96871
Green Elephant Industrial Holding S.à r.l. ...	96874	Miele s.à r.l.	96871
Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l.	96866	Monte Rosa Funds, SICAV-SIF	96871
Halcyon S.à r.l.	96868	Monte Rosa Opportunities, SICAV-SIF	96870
Holcim US Finance S.à r.l.	96867	Naudi S.A.	96869
Holdertrade Ltd & Cie S.N.C.	96868	Next Estate Income Fund Management S.à r.l.	96869
Joao SPF S.A.	96874	Nobeltex	96869
JPMorgan Asset Management Holdings (Lu- xembourg) S.à r.l.	96874	Pentagon Lock 6-A Sàrl	96876
Kennametal Luxembourg S.à r.l.	96872	Petitstock.com S.à r.l.	96868
Kensington France Logistics Midco I S.à r.l.	96886	Polyusus Lux VI S.à r.l.	96894
		REM International S.à r.l.	96874

BP Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 162.206.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087009/9.

(150100004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.970.475,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juin 2015.

Référence de publication: 2015086342/10.

(150098212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Lazard Wealth Management Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 162.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015086451/10.

(150098523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

EdR Real Estate (Eastern Europe) S.C.A., Sicar, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 122.477.

Les Comptes Annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087118/11.

(150099719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

FactSet Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 101.479.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 26 mars 2015

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

Luxembourg, le 10.6.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FactSet Europe S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015087146/14.

(150099380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

C&M Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9970 Leithum, 3, Wirwelt.
R.C.S. Luxembourg B 141.888.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015087020/9.
(150099137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Fläkt Woods (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 85.984.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.
Référence de publication: 2015089549/10.
(150102301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Fläkt Woods ACS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 158.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.
Référence de publication: 2015089550/10.
(150102303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Financière Daunou 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 109.140.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2014 de sa société mère, Financière Daunou 5 S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 juin 2015.
Référence de publication: 2015089548/12.
(150102364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Holcim US Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 112.468.

EXTRAIT

Il résulte du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 20 février 2015 que:
- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, Parc d'activité Syrdall, L-2017 Luxembourg
Est réélu Réviseur d'entreprises agréé pour une durée d'une année, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016 statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015092151/13.

(150103894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Halcyon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 165.387.

Les statuts coordonnés au 29 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015092139/10.

(150103049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Holdertrade Ltd & Cie S.N.C., Société en nom collectif.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 112.337.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 février 2015 que

- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, Parc d'Activités Syrdall, L-2017 Luxembourg

Est réélu Réviseur d'entreprises agréé pour une durée d'une année, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016 statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015092152/13.

(150103892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

AOF III (Luxembourg Holding) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 51.361.032,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 134.272.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 16 juin 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Simon Bell en tant que gérant de la Société avec effet au 16 juin 2015;

- de nommer Sharon Lim, née le 27 décembre 1966 à Kuala Lumpur, Malaisie, demeurant professionnellement au l'étage 14, St. George's bâtiment, 2 Ice House Street, Central, Hong Kong, République populaire de Chine, en tant que gérant de la Société avec effet au 16 juin 2015 et pour une durée illimitée

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015094087/15.

(150104527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Petitstock.com S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 116.351.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement rendu en date du 26 mars 2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée PETITSTOCK.COM S.à.r.l..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Maître Kalthoum BOUGHALMI

Le liquidateur

Référence de publication: 2015094629/16.

(150104650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Next Estate Income Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 155.381.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de Mazars Luxembourg pour une période prenant fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31.12.2015.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Next Estate Income Fund Management S.à r.l.

BNP PARIBAS Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Abed KHALDI

Délégué à la gestion journalière

Référence de publication: 2015094599/17.

(150104910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Nobeltex, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 187.204.

—
EXTRAIT

Le 8 mai 2015, Madame Nayla Salah El Din EL TAWIL, associée de Nobeltex S.à r.l., a fait les transferts suivants:

1 part social à

- Madame Ayah Moataz Zaki El Edkawi, née le 10 août 2002 à Surrey (Canada), demeurant à 15, rue de la Forêt, L-3347 Leudelage; et

1 part social à

- Monsieur Yassin Moataz Zaki El Edkawi, né le 6 avril 2007 à Londres, Royaume-Uni, demeurant à 15, me de la Forêt, L-3347 Leudelage.

Fait, le 17 juin 2015.

Pour Nobeltex S.à r.l.

Référence de publication: 2015095442/18.

(150105429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Naudi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 68.975.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

NAUDI S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

Administrateur / Administrateur

Michel DI BENEDETTO / Sophie CHAMPENOIS

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2015094603/19.

(150104811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

MCS Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7481 Tuntange, 8, rue Ueleschter.
R.C.S. Luxembourg B 127.780.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015095419/9.
(150105750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Mea Aqua, Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 115.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MEA AQUA

Signatures

Référence de publication: 2015095420/11.

(150105577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Monte Rosa Opportunities, SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisés.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 146.227.

Le Bilan pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015095432/12.

(150106181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Masai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 163.242.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 9 juin 2015 à 11.30 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateur de:

MASAI 91 S.A., représentée par Noël DIDIER

JALYNE SA., représentée par Jacques BONNIER

Noël DIDIER

pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes:

Pierre SCHILL

pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.

Copie conforme

MASAI 91 S.A. / JALYNE S.A.

Représentée par N. DIDIER / Représentée par J. BONNIER

Président / Administrateur

Référence de publication: 2015095415/22.

(150105029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Miele s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 20, rue Christophe Plantin.
R.C.S. Luxembourg B 15.429.

La liste des signatures autorisées a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015095427/9.

(150105669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Monte Rosa Funds, SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 137.282.

Le Bilan pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015095431/11.

(150106178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Miele s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 20, rue Christophe Plantin.
R.C.S. Luxembourg B 15.429.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 mai 2015

Die ordentliche Generalversammlung vom 4. Mai 2015 hat entschieden daß:

- das Mandat von Herrn Beat Vögele, wohnhaft in 2, Weidstrasse CH-5726 Unterkulm, Schweiz, als Geschäftsführer der Gesellschaft verlängert wird bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahre 2016 stattfinden wird.

- Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, no RCS B67895, mit Sitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer ernannt wird bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahre 2016 stattfinden wird.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015095426/14.

(150105668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Kutter-Commandité, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 194.784.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue au 15, boulevard du Prince Henri à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2015

[...]

Résolution unique

Le Conseil de Gérance décide de transférer le siège social de la Société du 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg au 15, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme à l'original

Le Conseil de Gérance

Augustin Motte / Jérôme Mulliez

Représentant de Wistaria S.A. / -

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2015094476/20.

(150104687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Klinika Milos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 185.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015094472/9.
(150105027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

LaSalle AIFM Europe S.à r.l., Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: EUR 149.490,00.

Siège social:
R.C.S. Luxembourg B 157.540.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juin 2015.
Référence de publication: 2015094489/11.
(150104850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Kennametal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 599.938,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 139.714.

Il résulte de la notification adressée à la Société par Brian KELLY que ce dernier a démissionné de ses fonctions de gérant de catégorie A de la Société à compter du 12 juin 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour extrait conforme.
Luxembourg, le 15 juin 2015.
Référence de publication: 2015094465/13.
(150104847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

L Capital Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.545.326,00.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 169.111.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire du 1^{er} juin 2015 que les mandats suivants ont été renouvelés pour un an:

- Daniel Piette, résidant professionnellement au 22, Avenue Montaigne, F-75008 Paris (France),
- Yves Fourchy, résidant professionnellement au 22, Avenue Montaigne, F-75008 Paris (France),
- Philippe Franchet, résidant professionnellement au 22, Avenue Montaigne, F-75008 Paris (France),
- Massimo Longoni, résidant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg.

Administrateur-délégué

- Massimo Longoni, résidant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg.

Réviseur d'entreprises agréé

- Ernst & Young Services S.A. avec siège au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du réviseur d'entreprises agréé viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme.
Luxembourg, le 17 juin 2015.
Référence de publication: 2015094484/21.

(150104991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Legend Campus-M Schatzbogen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 97.339.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015094491/10.

(150104456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

LASC Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 168.105.

Les comptes annuels rectificatifs au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2015094515/12.

(150104779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

L'Immobilier Financière Nautique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 185.347.

Par la présente, nous soussignons Monsieur Hassane DIABATE (Gérant A), Monsieur Paolo BETTIOL (Gérant B) et Monsieur Luca PIZZICOTTI (Gérant B), vous informe de nos démissions de nos mandats d'administrateur de la société IFN, L'Immobilier Financière Nautique S.à r.l., ayant son siège social à 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B185.347.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Hassane DIABATE / Paolo BETTIOL / Luca PIZZICOTTI

Gérant A / Gérant B / Gérant B

Référence de publication: 2015094485/14.

(150104999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

KN Business and Management, Société Anonyme.

Siège social: L-6143 Junglinster, 4A, rue J.P. Ries.

R.C.S. Luxembourg B 194.687.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 16 juin 2015 à 14h00

L'assemblée générale extraordinaire décide d'accepter avec effet immédiat la démission de Monsieur Kevin NICLOUX, employé privé, né à Thionville (France), le 30 septembre 1975 demeurant au 40, rue de l'Ancien Hôpital F-57100 Thionville comme membre du conseil d'administration

Et nomme

Monsieur Ben SCHAUL, administrateur de société, né à Ettelbruck, le 07 novembre 1992 demeurant au 26, Enneschte Wee, L- 7721 Colmar-Berg en tant qu'administrateur et ceci avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Vis-à-vis de tiers la Société est valablement engagée et représentée par la signature conjointe de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur délégué.

KN BUSINESS AND MANAGEMENT S.A.

Référence de publication: 2015094481/18.

(150104997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Joao SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 170.121.

En date du 13 février 2015 la Société a désigné «Facts Services S.A.» avec siège social au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, RCS Luxembourg B 98.790, comme dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015089658/10.

(150102532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

JPMorgan Asset Management Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.452.375,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 36.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Juin 2015.

Certifié conforme

Pour le conseil de gérance

Lars Svenningsson

Référence de publication: 2015089661/13.

(150102762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

**Green Elephant Industrial Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. REM International S.à r.l.).**

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 52, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 163.528.

L'an deux mille quinze, le vingt-six mai.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) la société anonyme PLAINFIELD HOLDING S.A., avec siège social à CH-6340 Baar, Oberneuhofstrasse 5, inscrite au „Handelsregister des Kantons Zug“ sous le numéro CHE-114.379.781, ici représentée par un membre du conseil d'administration Monsieur Hugo ONDERWATER, gérant, demeurant à Parede (Portugal);

Monsieur Hugo ONDERWATER est ici représenté par Monsieur David DOYLE en vertu d'une procuration lui donnée en date du 19 mai 2015.

2) die société anonyme Activa Pro AG, avec siège social à CH-6315 Oberägeri, Kirchweg 1, inscrite au „Handelsregister des Kantons Zug“ sous le numéro CHE-114.487.519, ici représentée par un membre du conseil d'administration Madame Susanna TROTTMANN, gérant, demeurant à Oberägeri (Suisse);

Madame Susanna TROTTMANN est ici représentée par Monsieur David DOYLE en vertu d'une procuration lui donnée en date du 19 mai 2015.

Les deux procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, déclarent être les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée REM International S.à r.l., ayant son siège social à L-1537 Luxembourg, 1, rue des Foyers, constituée suivant acte notarié du 16 septembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2729 du 09 novembre 2011.

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR), divisé en cinq cent (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune, détenues par PLAINFIELD HOLDING S.A. à raison de 250 parts sociales et par Activa Pro AG à raison de 250 parts sociales.

Lesdits comparants se sont ensuite réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils déclarent avoir été régulièrement convoqués et ont pris à l'unanimité et sur ordre du jour conforme les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société à L-5405 Bech-Kleinmacher, 52, route du Vin et de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts en conséquence qui aura la teneur suivante:

Version anglaise

« **Art. 3. (first sentence).** The registered office of the Company is established in the municipality of Schengen, Grand Duchy of Luxembourg.»

Version française

« **Art. 3. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Schengen (Grand-Duché de Luxembourg).»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en «Green Elephant Industrial Holding S.à r.l.» et de modifier l'article 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise

« **Art. 1.** There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of Green Elephant Industrial Holding S.à r.l. (the «Company»), which will be governed by the present articles of association (the «Articles») as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the «Law»).»

Version française

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Green Elephant Industrial Holding S.à r.l., (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").»

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation en langue du pays au comparant, connu du notaire par noms, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: D. DOYLE, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 1^{er} juin 2015. Relation: GAC/2015/4523. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086664/61.

(150098331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

CYCLAMEN Spf, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 20.798.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015087077/9.

(150099467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

C2R Consulting s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 5A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 153.175.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015089493/10.

(150102710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Evergreen Packaging (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 152.662.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2015087128/11.

(150099982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Pentagon Lock 6-A Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 197.484.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the second day of June

Before us Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Apax Europe VI Nominees Ltd., a limited liability company governed by the laws of England and Wales, having its registered office at 33 Jermyn Street, SW1Y 6DN London, United Kingdom, registered at the Companies House under number 07195726 (“Apax Europe VI Nominees Ltd”);

Hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétagé, by virtue of a proxy established under private seal and signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form and name. These are the articles of association (the “Articles”) of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) whose name is Pentagon Lock 6-A S.à r.l. (hereafter the “Company”).

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

2.3. The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may also acquire patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights, to directly or indirectly operate and develop them. The Company may sell, assign or otherwise dispose of part or all of its patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights.

2.7 The Company may also invest in real estate and / or all types of real estate rights, and directly or indirectly operate and develop them. The Company may sell, assign or otherwise dispose of part or all of its real estate assets or rights.

2.8 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital - Shares (parts sociales).

5.1 - Subscribed Share Capital

5.1.1 The Company's corporate capital is fixed at GBP 20,000.- (twenty thousand British Pounds) represented by 2,000,000 (two million) shares (parts sociales) of GBP 0.01 (one penny) each, all fully subscribed and entirely paid up.

5.1.2 Any premium paid on any share (part sociale) is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. The share premium shall remain reserved and attached to the shares (parts sociales) in relation to which it was paid and will be reserved to the relevant holders of shares (parts sociales) in case of distributions, repayment or otherwise / not be allocated to the contributors. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares (parts sociales) or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 - Changes to Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

5.3 - Indivisibility of Shares (parts sociales)

Towards the Company, the Company's shares (parts sociales) are indivisible, since only one owner is admitted per share (part sociale). Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares (parts sociales) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.4 - Transfer of Shares (parts sociales)

5.4.1 In case of a single shareholder, the Company's shares (parts sociales) held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In case of plurality of shareholders, the shares (parts sociales) held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Shares (parts sociales) may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.4 Transfers of shares (parts sociales) must be recorded by notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

5.5 - Repurchase of Shares (parts sociales)

The Company may repurchase its shares (parts sociales) provided that there are sufficient available reserves to that effect. For the avoidance of doubt, the repurchased shares (parts sociales) will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority.

5.6 - Share Register

All shares (parts sociales) and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 6. Management.

6.1 - Appointment and Removal

6.1.1 The Company is managed by one or several directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The board of directors (conseil de gérance) shall be composed of A and B directors (gérants). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A director (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as director (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.2 - Powers

6.2.1 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

6.2.2 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

6.2.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine the agent'(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of one A director (gérant) and one B director (gérant) of the board of directors (conseil de gérance) or by the signature of any person to whom such power has been delegated by the board of directors (conseil de gérance).

6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of directors (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the directors (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of directors (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of directors (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least two (2) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each director (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or email. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each director (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance) including at least one A director (gérant) and one B director (gérant). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the directors (gérants) present or represented at such meeting including the positive vote of at least one A director (gérant) and one B director (gérant).

6.4.4 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or one A director (gérant) and one B director (gérant) of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of directors' (conseil de gérance) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or one A director (gérant) and one B director (gérant) of the board of directors (conseil de gérance) of the Company].

6.4.7 A director (gérant) may appoint any other director (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A director (gérant) can act as representative for more than one other director (gérant) at a board meeting provided that (without

prejudice to any quorum requirements) at least two directors (gérants) are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8.

6.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

6.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares (parts sociales) are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares (parts sociales) he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares (parts sociales) held by him.

7.3. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in case such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespectively of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespectively of whether all shareholders have voted or not.

Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 10th day of the month of September at 10 a.m.

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 9. Audit.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium (s) and form the board of auditors.

9.2 Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur (s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) instead of a statutory auditor. The approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) shall be appointed on an annual basis (the mandate being renewable also on an annual basis).

Art. 10. Financial year - Annual accounts.

10.1 - Financial Year

The Company's financial year starts on the 1st of April and ends on the 31st of March of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31st of March 2016 (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts

10.2.1 Each year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

Art. 11. Distribution of profits.

11.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

11.2 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

11.3 Except where otherwise provided for in these Articles, each share (part sociale) entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares (parts sociales) in existence.

11.4 The sole director (gérant) or the board of directors (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

12.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

12.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 13. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the founding shareholder, represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares (parts sociales)	Subscribed amount (GBP)	% of share capital
Apax Europe VI Nominees Ltd., prenamed	2,000,000	20,000.-	100%
TOTAL	2,000,000	20,000.-	100%

All the shares (parts sociales) have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of GBP 20,000.- (twenty thousand British Pounds) is now available to the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 1,300.- euro.

Resolutions of the shareholder(s)

The founding shareholders, represented as stated hereabove, unanimously adopt the following resolutions:

1. The Company will be managed by the following directors (gérants) for an undetermined period:

A directors:

Mr. Geoffrey Henry, born on May 5, 1972, in Chenée, Belgium, with professional address at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

Mr. Geoffrey Limpach, born on April 11, 1983, in Arlon, Belgium, with professional address at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

B directors:

Mr. Mark Richards, born on December 18, 1985, in Oxford, United Kingdom with professional address at 33, Jermyn Street, United Kingdom, SW1Y 6DN London, and

Mr. Gérard Maîtrejean born on June 13, 1967, in Charleroi, Belgium, with professional address at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

2. The registered office of the Company shall be established at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party/parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person (s) and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois juin.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Apax Europe VI Nominees Ltd., une limited liability company, constituée sous les lois d'Angleterre, ayant son siège social au 33 Jermyn Street, Londres, SW1Y 6DN, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 07195726 ("Apax Europe VI Nominees Ltd");

ci-après représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé et signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant.

Laquelle partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont sont arrêtés les statuts comme suit et qui est constituée par le présent acte:

Art. 1^{er}. Forme sociale et dénomination. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui porte la dénomination de Pentagon Lock 6-A S.à r.l. (ci-après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra aussi acquérir des brevets, des licences et/ou tous types de droits intellectuels ou industriels, pour directement ou indirectement les exploiter et les développer. La Société pourra vendre, céder ou autrement disposer d'une partie ou de tous ses brevets, licences et/ou tous types de droits industriels ou intellectuels.

2.7 La Société pourra aussi investir dans l'immobilier et/ou tous types de droits immobiliers, et directement ou indirectement les exploiter et les développer. La Société pourra vendre, céder ou autrement disposer d'une partie ou de tous ses avoirs ou droits immobiliers.

2.8 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville.

4.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société Luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social - Parts sociales.

5.1 - Capital Souscrit

5.1.1 Le capital social est fixé à 20.000,- GBP (vingt mille Livres Sterling) représenté par 2.000.000 (deux millions) de parts sociales de 0.01 GBP (un penny) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

5.1.2 Toute prime d'émission payée sur toute part sociale est allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. La prime d'émission devra rester réservée et attachée aux parts sociales en rapport avec lesquelles elle a été payée et sera réservée aux détenteurs de parts sociales en question en cas de distribution, remboursement ou autres/ne pas être allouée aux apporteurs. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

5.1.3 La Société peut accepter des apports sans émettre de parts sociales ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

5.2 - Modification du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'Article 199 de la Loi.

5.3 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs de parts sociales gagées doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

5.4 - Transfert de Parts Sociales

5.4.1 Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par cet associé unique sont librement transmissibles.

5.4.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux Articles 189 et 190 de la Loi.

5.4.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des tiers non-associés si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y ont consenti.

5.4.4 Les transferts de parts sociales doivent être documentés par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne seront opposables à la Société ou aux tiers qu'à compter du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'Article 1690 du Code Civil.

5.5 - Rachat de Parts Sociales

La Société peut racheter ses parts sociales pourvu que des réserves suffisantes soient disponibles à cet effet. Pour lever toute ambiguïté, les parts sociales rachetées ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité.

5.6 - Registre des Parts Sociales

Toutes les parts sociales ainsi que leurs transferts sont consignées dans le registre des associés conformément à l'Article 185 de la Loi.

Art. 6. Gestion.

6.1 - Nomination et Révocation

6.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le conseil de gérance devra être composé de gérants A et B. Le(s) gérant(s) n'est/ne doivent pas nécessairement être associé(s).

6.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par décision des associés.

6.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

6.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance peuvent être rémunérés pour ses/leurs service(s) en tant que gérant(s) ou remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des associés.

6.2 - Pouvoirs

6.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

6.2.2 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra sous-déléguer sa compétence pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

6.2.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce mandat.

6.3 - Représentation et Pouvoir de Signature

6.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

6.3.2 La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes d'un gérant A et un gérant B du conseil de gérance ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le conseil de gérance.

6.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Réunions

6.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux gérants.

6.4.2 Les réunions du conseil de gérance peuvent être convoquées par tout membre du conseil de gérance. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou email au moins deux (2) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque gérant exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque gérant.

6.4.3 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance dont au moins un gérant A et un gérant B. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des gérants présents ou représentés à cette réunion y compris le vote positif d'au moins un gérant A et un gérant B.

6.4.4 Les décisions du conseil de gérance seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par un gérant A et un gérant B du conseil de gérance de la Société.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président ou un gérant A et un gérant B du conseil de gérance de la Société.

6.4.7 Un gérant peut nommer un autre gérant (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs gérants à une réunion du conseil à condition que (sans préjudice des exigences de quorum) au moins deux gérants sont physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'Article 6.4.8.

6.4.8 Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

6.5 - Responsabilité des Gérants

Aucun gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

Art. 7. Décisions des associés.

7.1 Pour autant que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi et les Articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, s'appliqueront. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

7.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales.

7.3 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte, les associés peuvent être convoqués à nouveau ou consultés à nouveau par écrit par lettre recommandée, et les décisions seront valablement prises par la majorité des voix exprimés, indépendamment de la quotité du capital social représenté.

7.4 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf le cas de changement de nationalité qui requiert un vote unanime, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

7.5 Une assemblée des associés peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit à l'assemblée des associés en question, en personne ou par un représentant autorisé.

7.6 Un associé peut se faire représenter à une assemblée des associés en désignant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'est pas nécessairement un associé.

7.7 La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte précis des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

7.8 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de décisions par l'assemblée des associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de décisions écrites des associés. Les décisions écrites des associés sont valablement prises dès réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopie ou en tant que pièces jointes de courrier électronique) des votes des associés représentant la majorité requise pour l'adoption des décisions en question, indépendamment du fait que tous les associés aient voté ou non.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.

8.1 Au moins une réunion des associés devra être tenue chaque année. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), cette assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'Article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation de l'assemblée, le 10^{ème} jour du mois de septembre, à 10 heures.

8.2 Dans le cas où ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis discrétionnaire et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Audit.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société devront être supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'Article 200 de la Loi, qui ne sont pas nécessairement associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

9.2 Sans tenir compte de ce qui précède, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un commissaire aux comptes. Le réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera nommé sur une base annuelle (le mandat étant renouvelable également sur base annuelle).

Art. 10. Exercice social - Comptes annuels.

10.1 - Exercice Social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 31 mars 2016 suivant (toutes les dates étant comprises comme incluses).

10.2 - Comptes Annuels

10.2.1 Chaque année, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, un bilan et un compte de profits et pertes conformément aux dispositions de l'Article 197 de la Loi.

10.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et, le cas échéant, le rapport du/des commissaire(s) aux compte(s) conformément à l'Article 200 de la Loi. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), cet examen ne sera autorisé que quinze jours avant la réunion.

Art. 11. Distribution des profits.

11.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société devra être alloué à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

11.2 Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) proportionnellement à leur participation dans la Société.

11.3 Sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts, chaque part sociale donne droit à une part des actifs et bénéfiques de la Société en proportion avec le nombre des parts sociales existantes.

11.4 Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant peut/peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve devant être établie conformément à la Loi ou les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés peuvent être récupérées de (s) l'associé(s) concerné(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

12.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

12.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 13. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'associé fondateur, représenté comme mentionné ci-dessus, déclare souscrire à l'intégralité du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit (GBP)	% du capital social
Apax Europe VI Nominees Ltd, prénommé	2.000.000	20.000,-	100%
TOTAL	2.000.000	20.000,-	100%

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par versement en numéraire de sorte que le montant de 20.000,- GBP (vingt mille Livres Sterling) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 1.300 euros.

Résolution des associés

Les associés fondateurs, représentés comme mentionné ci-dessus, adoptent à l'unanimité les décisions suivantes:

1. La Société est gérée par le(s) gérant(s) suivant(s) pour une période indéterminée:

Gérants A:

M. Geoffrey Henry, né le 5 mai 1972, à Chenée, Belgique, résidant professionnellement au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

M. Geoffrey Limpach, né le 11 avril 1983, à Arlon, Belgique, résidant professionnellement au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Gérants B:

M. Mark Richards, né le 18 décembre 1985 à Oxford, Royaume-Uni résidant professionnellement au 33, Jermyn Street, Royaume Uni SW1Y 6DN Londres, et

M. Gérard Maîtrejean, né le 13 juin, 1967, in Charleroi, Belgique, résidant professionnellement au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

2. Le siège social de la Société est établi à 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été donnée au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 juin 2015. Relation: EAC/2015/12783. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015087428/561.

(150099550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Kensington France Logistics Midco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.587.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of the month of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kensington France Logistics Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500),

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company "Kensington France Logistics Midco I S.à r.l." (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Kensington France Logistics Midco I S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in

connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives

of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first

written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Kensington France Logistics Pledgeco S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B195.140.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünften Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Kensington France Logistics Pledgeco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington France Logistics Midco I S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington France Logistics Midco I S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Geschäftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Geschäftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Geschäftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Geschäftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Kensington France Logistics Pledgeco S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17877. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015089666/451.

(150102181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Polyusus Lux VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 42.012.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 189.160.

In the year two thousand and fifteen, on the third of June,

Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

CAPVIS CO-INVESTORS FASTER GP LIMITED, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 28, New Street, JE - JE2 3TE, St. Helier, Jersey and registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Registry under number 116559 acting in its capacity as general partner of CAPVIS IV CO-INVESTORS FASTER L.P., a limited partnership, established and existing under the laws of Jersey, having its office address at 28, New Street, JE - JE2 3TE, St. Helier, Jersey and registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Registry under number 1847,

represented by Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 2 June 2015.

Said power of attorney after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the undersigned notary to record that:

I.- The appearing party, prenamed, represented as stated above, is the sole shareholder of Polyusus Lux VI S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, incorporated by a deed of Me Marc LOESCH notary residing in Mondorf-les-Bains on 21 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2746 of 6 October 2014 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 189160 (the "Company").

II.- The current issued share capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into one hundred and twenty-five thousand (125,000) ordinary shares with a nominal value of ten cent (EUR 0.10) each (the "Existing Shares").

III.- After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company, has decided to take the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to convert the one hundred and twenty-five thousand (125,000) Existing Shares into one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) ordinary shares (the "Initial Ordinary Shares") with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

Second resolution

The sole shareholder resolves to create seven (7) new classes of shares of the Company, which shall be designated as class A1 ordinary shares, class A2 ordinary shares, class A3 ordinary shares, class A4 ordinary shares, class A5 ordinary shares, class P1 preference shares and class P2 preference shares, each share having a nominal value of one Cent (EUR 0.01).

The sole shareholder resolves that the financial rights attached to the new classes of shares and the conditions of their repurchase and cancellation will be further determined in the articles of association to be amended as per the following resolutions.

Third resolution

The sole shareholder decides to increase the corporate capital of the Company by an amount of forty-two million Euro (EUR 42,000,000) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to forty-two million and twelve thousand five hundred Euro (EUR 42,012,500) by the creation and the issue of one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A1 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A2 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A3 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A4 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A5 ordinary shares, one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) class P1 preference shares and one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) class P2 preference shares, each with a nominal value of one Cent (EUR 0.01).

Subscription and paying up

The one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A1 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A2 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A3 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A4 ordinary shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A5 ordinary shares, one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) class P1 preference shares and one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) class P2 preference shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, shall be fully paid up, subscribed and allocated to the sole shareholder by a contribution in kind of one hundred and forty-seven million (147,000,000) Class A1 Ordinary Shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) Class A2 Ordinary Shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) Class A3 Ordinary Shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) Class A4 Ordinary Shares, one hundred and forty-seven million (147,000,000) Class A5 Ordinary Shares, one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) Class P1 Preference Shares and one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) Class P2 Preference Shares having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each of POLYUSUS LUX IV S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183037.

The aforementioned contribution in kind is valued at forty-two million Euro (EUR 42,000,000).

Evidence of the value of the aforementioned contribution in kind has been given by a declaration of contribution value from the board of managers of the Company dated as of 3 June 2015, which declaration of contribution value will be signed “ne varietur” by the appearing person and the undersigned notary and shall remain annexed to this deed with which it will be registered.

Fourth resolution

The sole shareholder decides to fully restate the articles of association of the Company without amending the corporate object of the Company, which articles will from now on read as follows:

“I. Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (the “Company”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “Law”), as well as by the present articles of association (the “Articles”).

Art. 2. Name. The name of the Company is “Polyusus Lux VI S.à r.l.”.

Art. 3. Registered office.

3.1. The Company's registered office is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

3.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad,

the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 4. Corporate object.

4.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

4.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries and any affiliated companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

4.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 5. Duration.

5.1. The Company is formed for an unlimited period.

5.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1. The subscribed capital of the Company is set at forty two million three hundred and twelve thousand five hundred Euro (EUR 42,012,500) divided into:

- i) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) initial ordinary shares (the "Initial Ordinary Shares");
- ii) one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A1 ordinary shares (the "Class A1 Ordinary Shares");
- iii) one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A2 ordinary shares (the "Class A2 Ordinary Shares");
- iv) one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A3 ordinary shares (the "Class A3 Ordinary Shares");
- v) one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A4 ordinary shares (the "Class A4 Ordinary Shares");
- vi) one hundred and forty-seven million (147,000,000) class A5 ordinary shares (the "Class A5 Ordinary Shares" and together with the Class A1 Ordinary Shares, the Class A2 Ordinary Shares, the Class A3 Ordinary Shares, the Class A4 Ordinary Shares, the "Ordinary Shares");
- vii) one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) class P1 preference shares (the "Class P1 Preference Shares"); and
- viii) one billion seven hundred and thirty-two million five hundred thousand (1,732,500,000) class P2 preference shares (the "Class P2 Preference Shares" and together with the Class P1 Preference Shares, the "Preference Shares"), each having a nominal value of one Cent (EUR 0.01).

The Initial Ordinary Shares, the Ordinary Shares and the Preference Shares are hereinafter referred to as the "shares" and a "share" shall be construed accordingly.

The holders of the shares are together referred to as the "shareholders" and individually a "shareholder".

6.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

In case of a share capital increase, each shareholder has the right to participate in such capital increase on a prorata basis.

Such subscription rights have to be exercised within ten (10) Business Days after written notification to the shareholders by the Board. Such period may be shorten to five (5) Business Days or less in urgent cases as decided by the Board.

6.3. The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the board of managers subject to these Articles. Any amount of share premium paid in addition to the nominal value of any Ordinary Shares shall be allocated to an available premium reserve which shall be at the free disposal of the Company and such premium may be distributed or repaid in any manner to the shareholders by decision of the board of managers, to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions

of the Law. Any amount of share premium paid in addition to the nominal value of any Preference Shares shall be reserved and attached to the holders of such Preference Shares and shall be distributed or repaid as set out in more detail in Article 15.4.a), to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions of the Law.

6.4. The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the board of managers subject to the Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, to allocate any amount contributed to the contributor.

6.5. All shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles. Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary meetings of the shareholders.

6.6. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire classes of Ordinary Shares and/or Preference Shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class(es).

6.7. A reduction of share capital of the Company through the repurchase of a class of Ordinary Shares and/or Preference Shares may only be made in the following order:

- a) First, Class P1 Preference Shares;
- b) Second, Class P2 Preference Shares;

For the avoidance of doubt the Ordinary Shares may only be repurchased once the Class P2 Preference Shares have been repurchased. The repurchase of a class of Ordinary Shares may only be made within the following respective periods (the "Class Periods"),

c) The period for the Class A1 Ordinary Shares is the period starting on 3 June 2015 and ending no later than on 31 December 2019 (the "Class A1 Period");

d) The period for the Class A2 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A1 Period and ending no later than 31 December 2020 (the "Class A2 Period");

e) The period for the Class A3 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A2 Period and ending no later than on 31 December 2021 (the "Class A3 Period");

f) The period for the Class A4 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A3 Period and ending no later than on 31 December 2022 (the "Class A4 Period"); and

g) The period for the Class A5 Ordinary Shares is the period starting on the day after the Class A4 Period and ending no later than 31 December 2023 (the "Class A5 Period").

6.8. In the event a class of Ordinary Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the repurchase and cancellation of such class of Ordinary Shares can be made during a new period (the "New Period") which shall start on the date after the last Class Period applicable to the Ordinary Shares, respectively (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one (1) year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class A5 Period and the class of Ordinary Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A1 to class A5 respectively (to the extent not previously repurchased and cancelled) subject to the limitations prescribed under Article 15.4.c).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of Ordinary Shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of Ordinary Shares and shall continue to end on the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period).

6.9. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a class of Ordinary Shares, such class of Ordinary Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount 2 (with the limitation however to the Total Cancellation Amount) and the holders of the repurchased and cancelled class of Ordinary Shares shall be entitled to an amount equal to the Cancellation Value Per Share for any repurchased and cancelled Ordinary Share plus, pro rata to their holding in the Class P2 Preference Shares, in any Catch Up Amount not yet paid.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a class of Preference Shares, such class of Preference Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount 1 (with the limitation however to the Total Cancellation Amount) and the holders of the repurchased and cancelled class of Preference Shares shall be entitled to an amount equal to the Cancellation Value Per Share for any repurchased and cancelled Preference Share.

6.10. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant Interim Accounts and, in relation to the Preference Shares, taking into account also the provisions of Article 15.4. below. The Total Cancellation Amount for each relevant class of shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than the Available Amount of

the relevant class of shares. Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant class of shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

6.11. For the purposes of these Articles, the following words shall have the following definitions:

“Available Amount 1” means to the extent permitted by the Law, the sum of (i) the amount of share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled, (ii) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve paid in relation to the class to be repurchased, (iii) Preferred Dividends (including any Special Preferred Dividend Reserves and Catch Up Amount) relating to the class of Preference Shares repurchased, and (iv) if applicable, the Catch-Up Amount which had not been paid to the holders of the classes of the Preference Shares previously redeemed.

"Available Amount 2" means the total amount of net profits attributable to that class of shares (including carried forward profits of shares) increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve in relation to the Ordinary Shares), (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the law but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) expressed as a positive and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles or in the reasonable opinion of the board of managers set aside to cover running costs of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Initial Ordinary Shares and Ordinary shares still outstanding pursuant to the Articles and (iv) by Available Amount 1 so that:

$$AA2 = (NP+P+ CR) - (L +LR +PR + OD +AA1)$$

Whereby:

AA2 = Available Amount 2;

NP = net profits (including carried forward profits);

P = freely distributable share premium and reserves;

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled to the extent this corresponds to the available amounts in accordance with the Law;

L = losses (including carried forward losses if any) expressed as a positive;

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles;

PR = sums set aside to cover running costs of the Company in the reasonable opinion of the board of managers;

OD = any dividends to which is entitled the holder(s) of the Initial Ordinary Shares and Ordinary Shares still outstanding pursuant to the Articles;

AA1 = Available Amount 1;

"Cancellation Value Per Share" means the cancellation amount per share within the relevant class to be paid to the shareholders.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Accounts Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares.

"Total Cancellation Amount" means the amount to be paid as the redemption price for the class of shares so redeemed. The Available Amount of the relevant class of shares, as the case may be, shall be determined by the board of managers, in good faith and within the best corporate interest of the Company and always in accordance with the Law. For the avoidance of doubt, the board of managers may determine at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Available Amount of the relevant class of shares, as the case may be, the share premium paid in either in part or in totality.

Art. 7. Shares - Transfer of shares.

7.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

7.2. The shares are freely transferable between shareholders subject to the consent of the Majority Shareholder as defined in Article 8.6.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

The transfer of shares to third parties owing to death must be approved by the shareholders representing three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

Any transfer of shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Civil Code.

7.3. The shareholders shall observe any limitations of transfers which by virtue of any shareholders' agreement which may have been entered into from time to time by them or their parent companies be binding upon them and observe the detailed procedure in relation to such limitations as described in such shareholders' agreement.

7.4. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

7.5. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 8. Appointment and Removal of managers.

8.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. By a resolution of the shareholders, the appointed managers can be classified as category A and category B managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the "Board"). The managers need not be shareholders.

8.2. At least half of the managers shall be resident in Luxembourg.

8.3. The Majority Shareholder shall have the exclusive right and obligation to nominate candidates for all the positions on the Board at each general meeting of shareholders called for the purpose of electing a person to either such position.

8.4. In connection with each election of a manager to each such position, the Majority Shareholder shall nominate at least two (2) persons for election to such position.

8.5. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

8.6. The Board shall elect from amongst its members a chairman (the "Chairman"). The Chairman shall preside the meetings of the Board. If the Chairman is not present at a meeting of the Board, the managers present or represented may appoint any of their member to act as Chairman for the purposes of the meeting. In case of a tied vote, the Chairman shall not have a casting vote.

For the purposes of these Articles, "Majority Shareholder" shall mean a shareholder owning at least 50% of the Shares plus one Share in the share capital of the Company.

Art. 9. Board of managers.

9.1. Powers of the Board:

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

9.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which shall be the Grand Duchy of Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings, which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting provided that a Luxembourg resident manager may only appoint another Luxembourg resident manager.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by Chairman or by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication initiated from Luxembourg which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) In case of urgency, circular resolutions signed by all the managers (the "Managers' Circular Resolutions") are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

9.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the sole signature of one (1) manager. In case the shareholders have resolved to classify the appointed managers as category A and category B managers, the Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of at least one (1) category A manager and one (1) category B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Sole manager.

10.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

10.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

10.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1. The managers may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)**Art. 12. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.**

12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the "General Meeting") or by way of circular resolutions (the "Shareholders' Circular Resolutions").

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 13. Sole shareholder.

13.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Distributions - Supervision**Art. 14. Financial year and Approval of annual accounts.**

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager (s) and shareholders to the Company.

14.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 15. Profit - Reserve.

15.1. The revenues of the Company deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

15.2. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits shall be allocated to the reserve required by Law. This requirement ceases to be mandatory as soon as the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

15.3. After allocation to the legal reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s) in compliance with Article 15.4.

15.4. The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the following provisions of this Article 15.4.:

a) The holders of each class of the Preference Shares are entitled to annual preferential dividends (the "Preferred Dividends") calculated out of (i) the share capital originally contributed to such class of Preference Shares, comprising the nominal value of the relevant Preference Shares and the related share premium (not yet repaid) (the "Preferred Share Amount") as well as of (ii) the Preferred Dividends attributable to such class of Preference Shares not distributed in previous years (the "Special Preferred Dividends Reserve"), at the following annual rate:

- the holders of Class P1 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of ten per cent (10%) of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the Class P1 Preference Shares, then,

- the holders of Class P2 Preference Shares shall be entitled to receive dividend distributions in an amount of ten point five per cent (10.05%) of the Preferred Share Amount and of the Special Preferred Dividends Reserve pertaining to the Class P2 Preference Shares, then, To the extent that the Preferred Dividends are not distributed in any year, despite the existence of profits available for that purpose, the amount of the Preferred Dividends (i) shall be allocated to the Special Preferred Dividends Reserve of each of the Preference Shares classes and (ii) shall be available for preference distributions to the holders of the respective Preference Shares at the time of the next distribution of dividends of the Company, subject to the shareholders' approval in a shareholder's resolution.

If the Preferred Dividends are not distributed in full or have been distributed only in part during one or more particular years, the entitlement to full annual Preferred Dividends shall continue to accrue until it is completely paid. If and to the extent that, subsequently, profits are made, the entitlement to a full Preferred Dividend accrues and becomes payable, putting the holder in a position as if the full Preferred Dividend would have accrued in each year (the "Catch-Up Amount").

In any case, dividends can only be distributed and shares redeemed following a respective shareholders' resolution or board of managers resolution and only to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with the applicable provisions of such law.

b) Secondly, the holders of the Class A1 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class A1 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the Class A2 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class A2 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of Class A3 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class A3 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the Class A4 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class A4 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the Class A5 Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class A5 Ordinary Shares issued by the Company. The holders of the Initial Ordinary Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Initial Ordinary Shares issued by the Company.

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (b) are to be made on a pari passu basis between the holders of the classes of Initial Ordinary Shares and Ordinary Shares.

The remainder of any dividend distribution shall be then allocated pro rata to the Ordinary Shares.

Notwithstanding the preceding provisions, the board of managers is authorized to declare and pay interim dividends to the shareholder(s) in accordance with the distribution provisions described in the preceding provisions of this Article 15.4. before the end of the financial year and in accordance with the applicable legal provisions.

c) For the avoidance of doubt, the holders of the Initial Ordinary Shares and Ordinary Shares shall be entitled to receive a dividend or interim dividend, including any repayment of share capital, only if either (i) such dividend or interim dividend has been approved by a respective shareholders' resolution with a 75% majority of all holders of Preference Shares or if (ii) (a) all dividend distributions arising under this Article 15.4. in relation to the Preference Shares have been fully paid to the holders of the Preference Shares in numerical order (e.g. initially Class P1 Preference Shares); and (b) all the issued

Preference Shares have been redeemed and any share premium contributed in connection with the Preference Shares has been fully repaid to the holder of the Preference Shares in numerical order (e.g. initially Class P1 Preference Shares).

15.5. The board of managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of half (in number) of the shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidator(s) have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after payment of all charges, debts (i.e after full repayment of any outstanding loans), expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the shareholders on the shares of the Company. The final surplus will be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on aggregate basis the same economic result as the distribution rules set forth in Article 15 of these Articles.

VII. General provisions

Art. 17. General Provisions.

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not mentioned in the Articles, shall be determined in accordance with the Law. and, subject to any non-waivable provisions of the Law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.”

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Follows the German Version

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dritten Juni,

vor dem Notar Maître Jacques KESSELER, mit Amtssitz in Pétange (Großherzogtum Luxemburg)

IST ERSCHIENEN:

CAPVIS CO-INVESTORS FASTER GP LIMITED, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend nach dem Recht von Jersey, mit Gesellschaftssitz in 28, New Street, JE - JE2 3TE, St. Helier, Jersey und eingetragen im Handelsregister der Jersey Finanzdienstleistungskommission unter der Nummer 116559, handelnd in ihrer Eigenschaft als Komplementärin der CAPVIS IV CO-INVESTORS FASTER L.P., eine Kommanditgesellschaft, gegründet und bestehend nach dem Recht von Jersey, mit Gesellschaftssitz in 28, New Street, JE - JE2 3TE, St. Helier, Jersey und eingetragen im Handelsregister der Jersey Finanzdienstleistungskommission unter der Nummer 1847,

vertreten durch Frédéric LEMOINE, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer am 2. Juni 2015 erteilten Bevollmächtigung.

Diese Vollmacht wird, nach Zeichnung ne varietur durch die Bevollmächtigte der erschienenen Partei und durch den unterzeichnenden Notar, der vorliegenden Urkunde beigelegt, die bei der Registrierungsbehörde einzureichen ist.

Der Unterzeichnende erklärt vor dem Notar und erbittet diesen zu beurkunden, dass:

I.- Die vorgenannte erschienene Partei, die wie oben angegeben vertreten wird, ist die einzige Anteilshaberin der POLYUSUS LUX VIS à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde des des Notars Marc LOESCH, mit Amtssitz in Mondorf-les-Bains, am 21. Juli 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2746 des 6. Oktober 2014 und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 189160 (nachfolgend die „Gesellschaft“).

II.- Das bisher ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist festgesetzt auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), unterteilt in einhundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Stammanteile, jede zu einem Nominalwert von zehn Cent (EUR 0,10) (die „Bestehenden Anteile“).

III.- Dies vorausgeschickt, hat die oben genannte einzige Anteilshaberin, welche das gesamte Stammkapital der Gesellschaft repräsentiert, entschieden, folgende Beschlüsse zu fassen:

Erster Beschluss

Die alleinige Anteilshaberin beschließt, die einhundertfünfundzwanzigtausend (125.000) Bestehenden Anteile in eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Stammanteile (die „Ursprünglichen Stammanteile“) mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die alleinige Anteilshaberin beschließt, sieben (7) neue Klassen von Anteile der Gesellschaft zu schaffen, die als Klasse A1 Stammanteile, Klasse A2 Stammanteile, Klasse A3 Stammanteile, Klasse A4 Stammanteile, Klasse A5 Stammanteile, Klasse P1 Vorzugsanteile und Klasse P2 Vorzugsanteile, jede mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) bezeichnet werden.

Die alleinige Anteilshaberin beschließt, dass die finanziellen Rechte, die mit den neuen Klassen von Anteilen verbunden sind und die Bedingungen ihres Rückkaufs und ihrer Löschung, in den nach den folgenden Beschlüssen zu ändernden Satzungsbestimmungen näher bezeichnet werden.

Dritter Beschluss

Die alleinige Anteilshaberin beschließt, das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag von zweiundvierzig Millionen Euro (EUR 42.000.000) zu erhöhen, sodass es von dem aktuellen Betrag von zwölftausend fünf hundred Euro (EUR 12.500) auf zweiundvierzig Millionen zwölftausend fünf hundred Euro (EUR 42.012.500) durch die Schaffung und die Ausgabe von einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A1 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A2 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A3 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A4 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A5 Stammanteile, eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P1 Vorzugsanteile und eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P2 Vorzugsanteile, jeweils mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) erhöht wird.

Zeichnungen und Einzahlungen

Die einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A1 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A2 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A3 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A4 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A5 Stammanteile, eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P1 Vorzugsanteile und eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P2 Vorzugsanteile, jeweils mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01), sind vollständig einbezahlt und gezeichnet worden von der einzigen Anteilshaberin durch eine Sacheinlage in Höhe von einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A1 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A2 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A3 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A4 Stammanteile, einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A5 Stammanteile, eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P1 Vorzugsanteile und eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P2 Vorzugsanteile, jede mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) der POLYUSUS LUX IV S à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 183037 gezeichnet werden.

Die oben bezeichnete Sacheinlage wird mit zweiundvierzig Millionen Euro (EUR 42,000,000) bewertet.

Der Nachweis über den Wert der Sacheinlage wurde durch eine Erklärung des Rates über den Einlagewert vom 3. Juni 2015 geführt und die Erklärung über den Einlagewert wird ne varietur von dem erschienenen Bevollmächtigten und unterzeichnenden Notar unterschrieben und als Anhang zu dieser Urkunde beigefügt, welche registriert wird.

Vierter Beschluss

Die alleinige Anteilshaberin beschließt, die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu formulieren, ohne dabei den Gesellschaftszweck der Gesellschaft zu ändern, die ab jetzt wie folgt lautet:

„I. Rechtsform - Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Rechtsform. Es existiert eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die "Gesellschaft"), die durch die Gesetze betreffend solcher Unternehmen, insbesondere durch das Gesetz vom 10. August 1915 für Handelsgesellschaften, in der jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz"), als auch durch die vorliegenden Satzung (die "Satzung") geregelt wird.

Art. 2. Firma. Die Firma der Gesellschaft lautet „Polyusus Lux VI S.à r.l.“.

Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrats der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung, an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

3.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Wenn die Geschäftsführungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die fraglichen Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an inoder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel und im Allgemeinen jede Art von Sicherheiten und Finanzinstrumente, die von öffentlich- oder privatrechtlichen Rechtsträgern jeder Art ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder auf andere Weise erwerben. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

4.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtiteln und Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen und Tochtergesellschaften verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihre eigenen Verbindlichkeiten und solche anderer Gesellschaften abzusichern und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt, ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

4.3. Die Gesellschaft ist befugt, sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurseinwirkungs-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

4.4. Die Gesellschaft ist befugt, alle gewerblichen, finanziellen oder industriellen Tätigkeiten und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lassen oder diesen fördert.

Art. 5. Dauer.

5.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

5.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von staatsbürgerlichen Rechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 6. Kapital.

6.1. Das gezeichnete Vermögen der Gesellschaft ist festgesetzt auf zweiundvierzig Millionen zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 42.012.500), unterteilt in:

i) Eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) ursprüngliche Stammanteile (die „Ursprünglichen Stammanteile“)

- ii) Einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A1 Stammanteile (die „Klasse A1 Stammanteile“)
- iii) Einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A2 Stammanteile (die „Klasse A2 Stammanteile“)
- iv) Einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A3 Stammanteile (die „Klasse A3 Stammanteile“)
- v) Einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A4 Stammanteile (die „Klasse A4 Stammanteile“)
- vi) Einhundertsiebenundvierzig Millionen (147.000.000) Klasse A5 Stammanteile (die „Klasse A5 Stammanteile“ und zusammen mit den Klasse A1 Stammanteilen, den Klasse A2 Stammanteilen, den Klasse A3 Stammanteilen, den Klasse A4 Stammanteilen, die „Stammanteile“)
- vii) Eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P1 Vorzugsanteile (die „Klasse P1 Vorzugsanteile“); und
- viii) Eine Milliarde siebenhundertzweiunddreißig Millionen und fünfhunderttausend (1.732.500.000) Klasse P2 Vorzugsanteile (die „Klasse P2 Vorzugsanteile“ und zusammen mit den Klasse P1 Vorzugsanteilen, die „Vorzugsanteile“) mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01).

Die Ursprünglichen Stammanteile, die Stammanteile und die Vorzugsanteile werden im Folgenden gemeinsam als „Anteile“ bezeichnet und ein „Anteil“ soll entsprechend ausgelegt werden.

Die Anteilsinhaber werden gemeinsam und einzeln jeweils als „Gesellschafter“ bezeichnet.

6.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

Im Fall einer solchen Kapitalerhöhung hat jeder Anteilsinhaber das Recht auf eine anteilsgemäße Teilnahme an der Kapitalerhöhung.

Ein solches Zeichnungsrecht muss binnen zehn (10) Werktagen nach schriftlicher Mitteilung durch den Rat an die Anteilsinhaber erfolgen. Dieser Zeitraum kann in dringenden Fällen auf fünf (5) Werktage oder weniger durch Entscheidung des Rates begrenzt werden

6.3. Die Gesellschaft kann ein Emissionsagio-Konto (das „Emissionsagio-Konto“) errichten, auf welchen jede auf einen Anteil bezahlte Prämie zu übertragen ist. Die Entscheidungen über die Nutzung eines solchen Emissionsagio-Konto müssen von der Geschäftsführungsrat getroffen werden und unterliegen dieser Satzung. Jeder zusätzlich zum Nominalwert eines jeden Stammanteils gezahlte Agio-Betrag soll einer verfügbaren Agio-Rücklage zugewiesen werden, über welche die Gesellschaft frei verfügen können soll und eine solche Prämie soll den Gesellschaftern in irgendeiner Art und Weise durch Beschluss der Geschäftsführungsrat in dem Maße ausgeteilt oder zurückgezahlt werden, dass die Gesellschaft über ausschüttbare Beträge im Sinne des Gesetzes und in Übereinstimmungen mit den Regelungen des Gesetzes verfügt. Jeder zusätzlich zum Nominalwert eines jeden Vorzugsanteils gezahlte Agio-Betrag soll den Inhabern von solchen Vorzugsanteilen vorbehalten und zugeordnet werden und soll auf die in Artikel 15.4.a) ausführlicher beschriebene Art in dem Maße verteilt oder zurückgezahlt werden, dass die Gesellschaft über ausschüttbare Beträge im Sinne des Gesetzes und in Übereinstimmungen mit den Regelungen des Gesetzes verfügt.

6.4. Die Gesellschaft kann, ohne Beschränkung, Eigenkapital oder sonstige Einlagen akzeptieren, ohne Gesellschaftsanteile oder andere Wertpapiere in Bezug auf die Einlagen auszugeben und kann die Einlagen auf einem oder mehreren Konten einbuchen. Die Entscheidungen über die Nutzung eines solchen Kontos müssen von dem Geschäftsführungsrat getroffen werden und unterliegen dieser Satzung. Um jedoch jegliche Unklarheit auszuschließen, kann - muss jedoch nicht - eine solche Entscheidung dem Erbringer der Einlage in Bezug auf die eingezahlte Einlage überlassen werden.

6.5. Jeder Anteil hat die gleichen Rechte, sofern nicht in dieser Satzung etwas anderes bestimmt ist. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme bei ordentlichen oder außerordentlichen Hauptversammlungen der Gesellschafter.

6.6. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch Aufhebung von einer oder mehrerer vollständiger Klassen der Stammanteile und/oder bei Vorzugsanteilen durch Rückkauf und Aufhebung aller in (einer) solchen Klasse(n) ausgegebenen Anteile reduziert werden.

6.7. Eine Reduzierung des Stammkapitals der Gesellschaft durch den Rückkauf von Stammanteilen und/oder Vorzugsanteilen kann nur in der folgenden Reihenfolge stattfinden:

- a) Erstens, Klasse P1 Vorzugsanteile;
- b) Zweitens, Klasse P2 Vorzugsanteile;

Um jeglichen Zweifeln vorzubeugen, dürfen Stammanteile nur zurückgekauft werden, nachdem die Klasse P2 Vorzugsanteile zurückgekauft wurden. Der Rückkauf einer Klasse der Stammanteile darf nur in den folgenden jeweiligen Zeiträumen erfolgen (die „Klassen - Zeiträume“).

c) Der Zeitraum für die Klasse A1 Stammanteile ist der Zeitraum, welcher am 3. Juni 2015 beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2019 endet (der „Klasse A1 - Zeitraum“).

d) Der Zeitraum für die Klasse A2 Stammanteile ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A1 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2020 endet (der „Klasse A2 - Zeitraum“).

e) Der Zeitraum für die Klasse A3 Stammanteile ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A2 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2021 endet (der „Klasse A3 - Zeitraum“).

f) Der Zeitraum für die Klasse A4 Stammanteile ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A3 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2022 endet (der „Klasse A4 - Zeitraum“).

g) Der Zeitraum für die Klasse A5 Stammanteile ist der Zeitraum, welcher am Tag nach dem Ende des Klasse A4 - Zeitraums beginnt und spätestens zum 31. Dezember 2023 endet (der „Klasse A5 - Zeitraum“).

6.8. Für den Fall, in welchen eine Klasse an Stammanteilen nicht in dem relevanten Klasse - Zeitraum zurückgekauft und aufgehoben wurden, kann der Rückkauf und die Aufhebung einer solchen Klasse von Stammanteilen innerhalb eines neuen Zeitraums (der „neue Zeitraum“) stattfinden, der an dem Datum nach dem letzten Klasse - Zeitraum in Bezug auf die Stammanteile, bzw. (sofern dies der Fall sein sollte, dem Datum nach dem Ende des unmittelbar vorangegangenen neuen Zeitraums einer anderen Klasse) beginnen und spätestens ein (1) Jahr nach dem Beginn eines solchen neuen Zeitraums enden. Der erste neue Zeitraum soll an dem Datum nach dem Ende des Klasse A5 - Zeitraums beginnen und die Klassen von nicht in dem entsprechenden jeweiligen Klassen -Zeitraum zurückgekauften und aufgehobenen Stammanteilen sollen in der entsprechenden Reihenfolge von Klasse A1 bis Klasse A5 (in dem bisher nicht zurückgekauften oder aufgehobenen Maß) gemäß den in Artikel 15.4.c beschriebenen Beschränkungen folgen.

Um jeglichen Zweifeln vorzubeugen, für den Fall, dass ein Rückkauf und eine Aufhebung einer Klasse von Stammanteilen vor dem letzten Tag des entsprechenden Klasse-Zeitraums erfolgt (oder falls dies der Fall sein sollte, des neuen Zeitraums), soll der folgende Klasse-Zeitraum (oder falls dies der Fall sein sollte, der neue Zeitraum) am Tag nach dem Rückkauf und der Aufhebung einer solchen Klasse von Stammanteilen beginnen und bis zum Ende des letztes Tages seines entsprechenden Klasse-Zeitraums (bzw. neuen Zeitraums) weitergehen.

6.9. Im Falle einer Reduzierung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Klasse von Stammanteilen, verleiht diese Klasse von Stammanteilen an deren Inhaber pro rata zu ihrer Inhaberschaft in einer solchen Klasse das Recht auf den Verfügbaren Betrag 2 (jedoch mit der Beschränkung auf den Gesamtbetrag der Annullierung) und die Inhaber der zurückgekauften und annullierten Klasse von Stammanteilen sollen für jeden zurückgekauften und annullierten Stammanteil das Recht auf einen dem Wert der Annullierung pro Anteil entsprechenden Betrag haben, und zusätzlich, pro rata zu ihrer Inhaberschaft in der Klasse P2 Vorzugsanteile, auf jeden noch nicht bezahlten Nachholbetrag.

Im Falle einer Reduzierung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Klasse von Vorzugsanteilen, verleiht diese Klasse von Vorzugsanteilen an deren Inhaber pro rata zu ihrer Inhaberschaft in einer solchen Klasse das Recht auf den Verfügbaren Betrag 1 (jedoch mit der Beschränkung auf den Gesamtbetrag der Annullierung) und die Inhaber der zurückgekauften und annullierten Klasse von Vorzugsanteilen sollen für jeden zurückgekauften und annullierten Stammanteil das Recht auf einen dem Aufhebungswert pro Anteil entsprechenden Betrag haben.

6.10. Der Wert der Annullierung pro Anteil wird errechnet, indem der Gesamtbetrag der Annullierung durch die Zahl an ausgegebenen Anteilen, in der zurückzukaufenden oder annullierenden Klasse von Anteilen, geteilt wird. Der Gesamtbetrag der Annullierung soll ein durch den Geschäftsführungsrat, auf der Grundlage der entsprechenden Zwischenkonten, und bezüglich der Vorzugsanteile auch die Bestimmungen des untenstehenden Artikels 15.4. berücksichtigend, bestimmter Betrag sein. Der Gesamtbetrag der Annullierung für jede relevante Klasse an Anteilen soll der Verfügbare Betrag der entsprechenden Klasse zum Zeitpunkt des Rückkaufs und der Annullierung der jeweiligen Klasse an Anteilen sein, dem jedoch vorausgesetzt, dass der Gesamtbetrag der Annullierung niemals höher ist, als der Verfügbare Betrag der maßgeblichen Klasse von Anteilen ist. Mit dem Rückkauf und der Annullierung der Anteile der entsprechenden Klasse von Anteilen wird der Wert der Annullierung pro Anteil für die Gesellschaft fällig und zahlbar werden.

6.11. Zum Zwecke dieser Satzung sollen die folgenden Begriffe die folgenden Definitionen haben:

„Verfügbare Betrag 1“ bedeutet in dem nach dem Gesetz erlaubten Ausmaß, die Summe (i) des Betrages aus der Reduzierung des Gesellschaftsvermögens und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage in Bezug auf die Klasse der aufzuhebenden Vorzugsanteile, (ii) jede freie ausschüttbaren Rücklagen (einschließlich zur Vermeidung jeglichen Zweifels die Rücklagen des gezahlten Agio in Bezug auf die Klasse, die zurückgekauft werden sollte, (iii) Vorzugsdividenden (einschließlich jeder Rücklage von Spezial-Vorzugsdividenden und Nachholbetrag) in Bezug auf die Klasse von zurückgekauften Vorzugsanteilen, und (iv) falls anwendbar, der Nachholbetrag der nicht an die Inhaber der Klassen der Vorzugsanteile, welche zuvor nicht ausbezahlt wurden, ausbezahlt wurde.

„Verfügbare Betrag 2“ meint den gesamten Betrag des Netto-Ertrags zurechenbar zu der Klasse von Anteilen (einschließlich des Gewinnvortrags der Anteile) erhöht durch (i) jede freien ausschüttbaren Rücklagen (einschließlich zur Vermeidung jeglichen Zweifels die Agio-Reserve in Bezug auf die Stammanteile), (ii) gegebenenfalls, durch den Betrag der Reduzierung des Gesellschaftsvermögens und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklagen in Bezug auf die aufzuhebende Klasse von Anteilen in dem Maß, welcher den verfügbaren Mengen im Einklang mit dem Gesetz entspricht, jedoch vermindert um (i) jeden als positiv ausgedrückten Verlust (einschließlich den Verlustvortrag) und (ii) jede Summen, die aufgrund von gesetzlichen Bestimmungen oder aufgrund dieser Satzung in Rücklage(n) platziert werden sollten oder aufgrund der vernünftigen Meinung des Geschäftsführungsrats beiseite gelegt wurden, um laufende Kosten der Gesellschaft zu decken, jedes Mal wie in den relevanten Zwischenkonten aufgeführt (ohne um jeden Zweifel zu vermeiden, jedes doppelt gezählt), (iii) jede Dividenden, welche den/die Inhaber von nach wie vor ausstehenden Ursprünglichen Anteilen und Stammanteilen aufgrund der Satzung berechtigten und (iv) durch den Verfügbaren Betrag 1 so dass:

$$AA2 = (NP+P+ CR) - (L +LR +PR + OD +AA1)$$

Wobei:

AA2 = Verfügbare Betrag 2;

NP = Netto-Erträge (einschließlich Gewinnvortrag);

P = frei ausschüttbare Agio und Rücklagen;

CR = der Betrag aus der Reduzierung des Gesellschaftsvermögens und der gesetzlichen Rücklagen in Bezug auf die aufzuhebenden Klassen - Anteile in dem Maß zu welchen er mit dem im Einklang dem Gesetz verfügbaren Beträgen entspricht;

L = Verluste (einschließlich Verlustvortrag wenn überhaupt) die als positiv ausgedrückt sind;

LR = jede Summen, die aufgrund von gesetzlichen Bestimmungen oder aufgrund dieser Satzung in Rücklage(n) platziert werden sollten;

PR = Summen, die aufgrund der vernünftigen Meinung des Geschäftsführungsrats beiseite gelegt wurden, um laufende Kosten der Gesellschaft zu decken;

OD = jede Dividenden, welche den/die Inhaber von nach wie vor ausstehenden ursprünglichen Anteilen und Stammanteilen aufgrund der Satzung berechtigen;

AA1 = Verfügbarer Betrag 1;

„Wert der Annulierung pro Anteil“ meint den Betrag der Annulierung pro Anteil innerhalb der betreffenden Klasse, der an die Gesellschafter ausgezahlt wird.

„Zwischenkonten“ meint die Zwischenkonten der Gesellschaft an dem betreffenden Zwischenkontodatum.

„Zwischenkontodatum“ meint das Datum, das nicht früher als acht (8) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und der Annulierung des betreffenden Klassen - Anteils.

„Gesamtbetrag der Annulierung“ meint den als Rücknahmepreis zu zahlenden Betrag für so zurückgenommen Klassen - Anteile. Der Verfügbare Betrag der betreffenden Klassen - Anteile soll, gegebenenfalls, durch den Geschäftsführungsrat unter Treu und Glauben und im Rahmen des besten Gesellschaftsinteresses und immer im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen bestimmt werden. Um jegliche Zweifel zu vermeiden, kann der Geschäftsführungsrat nach eigenem Ermessen bestimmen, in seine Bestimmung über den Verfügbaren Betrag der betreffenden Klassen - Anteile, gegebenenfalls, das bezahlte Agio entweder teilweise oder vollständig miteinzubeziehen oder auszuschließen.

Art. 7. Anteile - Übertragung von Anteilen.

7.1. Die Anteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

7.2. Die Anteile sind im Verhältnis der Gesellschafter untereinander frei übertragbar vorbehaltlich der Zustimmung der Mehrheitsanteilsinhaberin wie in Artikel 8.6 der Satzung bestimmt.

Hat die Gesellschaft nur einen Alleingesellschafter, so sind die Anteile an Dritte frei übertragbar.

Hat die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter, bedarf die Übertragung von Anteilen (inter vivos) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten müssen.

Die Übertragung von Geschäftsanteilen an Dritte aufgrund eines Todesfalles, bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) der Rechte der Überlebenden vertreten.

Eine Anteilsübertragung muss durch notarielle Urkunde oder durch eine private Urkunde aufgezeichnet werden und ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, bis diese Übertragung in Übereinstimmung mit Artikel 190 des Gesetzes und Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

7.3. Die Anteilsinhaber sollen jede Form der Beschränkung von Anteilsübertragungen aufgrund eines Gesellschaftsvertrages, die diese selbst oder aufgrund einer Weisung ihrer Muttergesellschaft zwischenzeitlich eingegangen sind, befolgen und das genaue Verfahren in Bezug auf eine solche Beschränkung, wie im Gesellschaftsvertrag beschrieben, beobachten.

7.4. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

7.5. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Reduzierung des Gesellschaftskapitals beruht.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 8. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

8.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung können die ernannten Geschäftsführer in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer unterteilt werden. Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt sind, bilden sie gemeinsam den Geschäftsführungsrat (der „Rat“).

8.2. Mindestens die Hälfte der Geschäftsführer muss in Luxemburg ansässig sein.

8.3. Der Mehrheitsgesellschafter hat ausschließlich das Recht und die Verpflichtung, Kandidaten für alle Ämter im Rat bei einer Hauptversammlung der Gesellschafter zu nominieren, welche zum Zweck der Wahl einer Person in ein Amt im Rat einberufen wurde.

8.4. Für jede Wahl eines Geschäftsführers in ein jeweiliges Amt im Rat nominiert der Mehrheitsgesellschafter mindestens zwei (2) Personen für die Wahl in ein solches Amt.

8.5. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung abberufen werden.

8.6. Der Rat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden (der „Vorsitzende“). Der Vorsitzende leitet die Sitzungen des Rats. Ist der Vorsitzende bei einer Sitzung des Rats nicht anwesend, können die anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer ein Mitglied des Rats als Vorsitzenden wählen, der für die jeweilige Sitzung als Vorsitzender handelt. Bei Stimmengleichheit verfügt der Vorsitzende nicht über ein ausschlaggebendes Stimmrecht.

Für die Zwecke dieser Satzung, meint „Mehrheitsanteilsinhaber“ jeden Anteilsinhaber, der mindestens fünfzig Prozent (50%) der Anteile plus einen Anteil der Anteile am Stammkapital der Gesellschaft hält.

Art. 9. Geschäftsführungsrat.

9.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung dem/den Gesellschafter(n) vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnisse zustehen, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Rat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen.

9.2. Verfahren

(i) Auf Antrag eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates statt, an dem in der Ankündigung genannten Ort, welcher sich im Großherzogtum Luxemburg befindet.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen; für einen Geschäftsführer, der in Luxemburg ansässig ist, gilt dies jedoch nur dann, wenn er einen anderen in Luxemburg ansässigen Geschäftsführer als Bevollmächtigten ernennt.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst werden. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden oder von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches von Luxemburg aus initiiert wurde und es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Bei Dringlichkeit sind Zirkularbeschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern zu unterzeichnen sind (die „Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer“), genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

9.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift eines Geschäftsführers gebunden. Falls die Gesellschafter die Geschäftsführer in Kategorie A Geschäftsführer und Kategorie B Geschäftsführer unterteilt haben, ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Kategorie A Geschäftsführer und ein Kategorie B Geschäftsführer gemeinsam unterzeichnen.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden

Art. 10. Alleiniger Geschäftsführer.

10.1. Wird die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer verwaltet, ist jede Referenz, welche sich auf den Geschäftsführungsrat bezieht, soweit möglich, sinngemäß auch auf den einzelnen Geschäftsführer anzuwenden.

10.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des einzelnen Geschäftsführers verpflichtet.

10.3. Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterschrift von Personen gebunden, denen der einzelne Geschäftsführer Spezialvollmachten erteilt hat.

Art. 11. Haftung der Geschäftsführer.

11.1. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie dem Gesetz stehen.

IV. Gesellschafter

Art. 12. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.

12.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder durch Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter (die „Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter“) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter, welche das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift tragen, sind genauso gültig und verbindlich als wären diese in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst worden.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

12.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung bekannt ist und sie sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich um einen Gesellschafter handeln kann oder nicht, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

Art. 13. Alleingesellschafter.

13.1. Sofern die Anzahl der Gesellschafter auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

13.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder die Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

13.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 14. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

14.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

14.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft gemeinsam mit einer Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft wiedergibt mit einem Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der/des Geschäftsführer(s) und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

14.3. Ein jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

14.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege von Zirkularbeschlüssen der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

Art. 15. Gewinnausschüttung.

15.1. Die Erträge der Gesellschaft abzüglich der allgemeinen Kosten und Gebühren, der vorgenommenen Abschreibungen, Rückstellungen und Steuern bilden den Nettogewinn.

15.2. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der durch das Gesetz vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.3. Nach Zuführung der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage bestimmen die Gesellschafter, wie der verbleibende Jahresnettogewinn verwendet wird, indem er ganz oder teilweise einer Rücklage oder Rückstellung zugeführt wird, indem er in das nächste Geschäftsjahr vorgetragen wird oder indem er an die Gesellschafter im Einklang mit Artikel 15.4 ausgeschüttet wird, zusammen mit dem Gewinnvortrag, ausschüttbaren Reserven oder Agio.

15.4. Die Entscheidung Geldmittel zu verteilen und den Betrag einer solchen Ausschüttung, wird durch die Gesellschafter im Einklang mit den folgenden Regelungen dieses Artikel 15.4. getroffen:

a) Die Inhaber einer jeden Klasse von Vorzugsanteilen haben einen Anspruch auf eine jährliche bevorrechtigte Dividende (die „Vorzugsdividende“) zusammengerechnet aus (i) dem ursprünglich in eine solche Klasse von Vorzugsanteilen eingezahlten Gesellschaftsvermögen, bestehend aus dem Nominalwert der betreffenden Vorzugsanteile und dem darauf bezogenen Agio (noch nicht zurückgezahlt) (der „Vorzugsanteilbetrag“) sowie den (ii) einer solchen Klasse von Vorzugsanteilen zurechenbare Vorzugsdividenden, welche nicht in den vorangegangenen Jahren ausgeschüttet wurden („Spezial Vorzugsdividenden“), in folgender jährlichen Rate:

- die Inhaber von Klasse P1 Vorzugsanteilen sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von zehn Prozent (10%) des Vorzugsanteilbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P1 Vorzugsanteile haben, dann,

- die Inhaber von Klasse P2 Vorzugsanteilen sollen einen Anspruch auf Ausschüttung von Dividenden zu einem Betrag von zehn Komma fünfzig Prozent (10,50%) des Vorzugsanteilbetrags und der Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden in Bezug auf die Klasse P2 Vorzugsanteile haben, dann

in dem Maß, dass die Vorzugsdividenden in keinem Jahr ausgeschüttet wurden und trotz der Existenz von zu diesem Zweck verfügbaren Gewinnen, soll der Betrag der Vorzugsdividenden (i) den Rücklagen der Spezial Vorzugsdividenden einer jeden Vorzugsanteil - Klasse zugewiesen werden und (ii) soll für bevorrechtigte Ausschüttungen an die Inhaber der betreffenden Vorzugsanteile zu dem Zeitpunkt der nächsten Ausschüttung von Dividenden der Gesellschaft, welche der Zustimmung der Gesellschafter in einem Gesellschafterbeschluss unterliegen, zur Verfügung stehen.

Wenn die Vorzugsdividenden nicht vollständig verteilt oder nur teilweise während einem oder mehrerer bestimmter Jahre ausgeschüttet wurden, soll der Anspruch auf volle jährliche Vorzugsdividenden fortlaufend weiter anwachsen bis er vollständig ausbezahlt wurde. Falls und in dem Maß dass, nachträglich Gewinne gemacht wurden und der Anspruch auf volle Vorzugsdividenden wächst und zahlbar wird, versetzt dies den Inhaber in eine Position als wenn die volle Vorzugsdividende in jedem Jahr angewachsen wäre (der „Nachholbetrag“).

In jedem Fall, können Dividende nur aufgrund eines darauf bezogenen Gesellschafterbeschlusses oder eines Beschlusses des Geschäftsführungsrats und nur in dem Maß, dass die Gesellschaft verteilbare Summen im Sinne des Gesetzes und im Einklang mit den Bestimmungen eines solchen Gesetzes besitzt, verteilt und Anteile zurückgekauft werden.

b) Zweitens, Inhaber von Klasse A1 Stammanteilen sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A1 Stammanteile darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A2 Stammanteilen sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma dreißig Prozent (0,30%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A2 Stammanteile darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A3 Stammanteilen sollen mit dem Recht versehen werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A3 Stammanteile darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A4 Stammanteilen sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma vierzig Prozent (0,40%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A4 Stammanteile darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Klasse A5 Stammanteilen sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Klasse A5 Stammanteile darstellen, zu erhalten. Die Inhaber von Ursprünglichen Stammanteilen sollen mit dem Recht ausgestattet werden, pro rata, eine Dividende, welche null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nominalwerts der von der Gesellschaft ausgegebenen Ursprünglichen Stammanteile darstellen, zu erhalten.

Um jeglichen Zweifel vorzubeugen, werden die Auszahlungen, die unter b) gemacht wurden auf einer pari passu Basis zwischen den Inhabern der Klasse der ursprünglichen Stammanteile und der Klasse der Stammanteile ausgezahlt.

Der Rest einer jeden Dividendenausschüttung soll dann pro rata auf die Stammanteile verteilt werden.

Ungeachtet der vorstehenden Regelungen, ist der Geschäftsführungsrat befugt zu Zwischendividende festzustellen und an den/die Gesellschafter im Einklang mit den Regelungen in den vorangegangenen beschriebenen Bestimmungen des Artikels 15.4. über die Ausschüttung vor Ende des Geschäftsjahres und im Einklang mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen auszuzahlen.

c) Um jeglichen Zweifel zu vermeiden, sollen die Inhaber von ursprünglichen Anteilen und Stammanteilen einen Anspruch erhalten, Dividenden oder Zwischendividenden, einschließlich jeder Rückzahlung des Gesellschaftsvermögens, nur zu erhalten wenn entweder (i) eine solche Zwischendividende durch den betreffenden Gesellschafterbeschluss mit einer Mehrheit von 75% aller Inhaber von Vorzugsanteilen oder wenn (ii) (a) alle Dividendenausschüttungen, welche aus Artikel 15.4 in Bezug auf die Vorzugsanteile herrühren vollständig an die Inhaber von Vorzugsanteilen in zahlenmäßiger Reihen-

folge (bspw. zuerst Klasse P1 Vorzugsanteile); ausbezahlt wurden; und (b) alle ausgegebenen Vorzugsanteile zurückgezahlt wurden und jedes auf die Vorzugsanteile eingezahlte Agio, vollständig an die Inhaber der Vorzugsanteile in zahlenmäßiger Reihenfolge zurückgezahlt wurde (bspw. zuerst Klasse P1 Vorzugsanteile).

15.5. Der Geschäftsführungsrat kann darüber entscheiden, vor dem Ende des Geschäftsjahres auf Basis einer Feststellung in den Konten, welche aufzeigen, das ausreichende Geldmittel für die Ausschüttung verfügbar sind, Zwischendividenden an den/die Gesellschafter auszuzahlen, wobei davon auszugehen ist, dass (i) der auszuschüttende Betrag, sofern anwendbar, nicht den realisierten Gewinn seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und ausschüttbare Rücklagen, jedoch vermindert um den Verlustvortrag und Summen, die als Rücklagen aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung zurückgelegt werden sollen, nicht überschreitet und dass (ii) jede solch ausgeschüttete Summe welche nicht den verdienten Gewinnen entspricht von den betreffenden Gesellschaftern wieder hergestellt werden.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hälfte (der Anzahl) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zur Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter haben die Liquidatoren bzw. hat der Liquidator die Befugnis, die Vermögenswerte zu realisieren und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

16.2. Der verbleibende Überschuss nach Zahlung aller Kosten, Schulden (d.h. nach vollständiger Rückzahlung aller ausstehender Kredite), und Ausgaben aufgrund der Liquidation werden dazu genutzt die durch die Gesellschafter getätigten Einlagen auf die Anteile der Gesellschaft zu erstatten. Der endgültige Überschuss wird an die Gesellschafter in Übereinstimmung mit und in dem Umfang eine aggregierte Grundlage mit demselben wirtschaftlichen Ergebnis, wie sie in den Regelungen über die Ausschüttung in Artikel 15 zu dieser Satzung beschrieben sind, zu erreichen, verteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter können schriftlich, durch Telefax, E-Mail oder jeder anderen Form von elektronischem Kommunikationsmittel dokumentiert werden.

17.2. Vollmachten können in jeder der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer auch in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt diese erfüllen alle gesetzlichen Erfordernisse zur Anerkennung als handschriftliche Unterschrift. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer, Beschlüsse die in einer Telefonoder Videokonferenz gefasst werden beziehungsweise Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

17.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch die Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung, die die Gesellschafter von Zeit zu Zeit eingehen.“

Da keine weiteren Angelegenheiten vor der Sitzung stattgefunden hatten, wurde diese geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass aufgrund des Antrags der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst ist und eine deutsche Fassung hierauf folgt; auf Antrag derselben erschienenen Partei und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung maßgebend sein.

WORÜBER Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, an dem zu Beginn dieser Urkunde genannten Datum.

Die Urkunde wurde in Anwesenheit der erschienenen Partei verlesen, welche dem unterzeichnenden Notar mit Namen, Nachnamen, Familienstand und Anschrift bekannt sind und die Urkunde wurde von dem Vertreter der erschienenen Partei zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: Lemoine, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 juin 2015. Relation: EAC/2015/12778. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015087432/986.

(150099706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Actrion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.040,00.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 178.840.

—
Extrait des résolutions prises par les associés en date du 03 juin 2015:

- transfert du siège social au 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg;
- changement d'adresse professionnelle du gérant de catégorie B, Madame Catherine Zoller, qui est désormais au 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg;
- constatation du changement de siège social de la société Laminvest S.à r.l., qui est désormais au 76, route de Thionville L-2610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015091756/15.

(150104078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Doctor PC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8707 Useldange, 18, rue de Boevange.

R.C.S. Luxembourg B 109.291.

L'an deux mille quinze, le vingt mai.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Monsieur Ionut BUGA, employé, demeurant à B-6700 Arlon (Belgique), 33, avenue de Mersch.

Le comparant est le seul associé de la société à responsabilité limitée dénommée "Doctor PC", établie et ayant son siège à L-7540 Berschbach, 23B, rue de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire Jean-Joseph WAGNER de Sanem en date du 11 juillet 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1167 du 8 novembre 2005, modifiée suivant acte du notaire Martine DECKER de Hesperange du 9 novembre 2012, publié au dit Mémorial C, Numéro 3054 du 19 décembre 2012, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.291.

Le comparant prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Le comparant décide de transférer le siège social de Berschbach à Useldange et par conséquent de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

" **Art. 3.** Le siège social est établi dans la commune de Useldange.

Il peut être transféré dans les limites de la commune du siège par simple décision de la gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger."

Deuxième résolution

Le comparant fixe l'adresse à L-8707 Useldange, 18, rue de Boevange.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: BUGA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 mai 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 16056. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087090/37.

(150099505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.